

Document hors jeu : la légation du cardinal Francesco Barberini en France

La question de la Valteline

La Valteline, cette haute vallée de l'Adda qui relie l'Italie à l'Empire, peuplée de catholiques mais sujette à la domination des Grisons protestants et alliés de la France, concentre sur elle, à partir de 1620, l'attention de l'Europe entière. L'enjeu, il est vrai, est de taille : privés de leurs voies traditionnelles par le traité de Lyon en 1601, les Espagnols furent contraints de trouver une autre route pour acheminer leurs troupes du duché de Milan vers l'Empire, nécessité d'autant plus impérieuse à partir de 1618. À la faveur d'un soulèvement des Valtelins contre les Grisons en 1620 connu sous le nom de « Sacro Macello », les Espagnols s'arrogèrent le droit de passage par la vallée, provoquant successivement le mécontentement de la France, la médiation du souverain pontife puis l'intervention des armées de Louis XIII en 1624. La Valteline est ainsi le théâtre d'un conflit larvé, symbolique et militaire opposant les Couronnes catholiques et mettant en jeu deux politiques. L'Espagne veut maintenir sous son autorité l'espace légué par Philippe II. La France, quant à elle, ne peut la laisser instaurer une monarchie universelle, mais ne veut toutefois entrer dans une confrontation directe.

Dans cette « guerre fourrée » avant l'heure, le pape ne pouvait pas adopter une attitude d'indifférence : la défense de l'Italie, la sauvegarde du catholicisme et la paix entre ses fils Très Chrétien et Catholique, quoique depuis longtemps émancipés, sont en effet en jeu. Face à ce triple défi, le souverain pontife s'employa, en vain, à différentes reprises à promouvoir un accord entre les puissances en présence. La légation en France en 1625 du cardinal Francesco Barberini est l'une de ces tentatives, la plus démonstrative, qui inaugure le pontificat d'Urbain VIII (1623-1644). Reprenant le modèle des ambassades extraordinaires héritées du Moyen Âge, la légation du cardinal Francesco Barberini est la dernière solution à la disposition du pape pour perpétuer l'illusion d'une Chrétienté dont il se veut le père commun.

Moyens humains de la légation

Le choix de Francesco Barberini, neveu d'Urbain VIII, comme légat *a latere* aux deux Couronnes, avait une valeur symbolique forte. Cardinal-neveu et surintendant de l'État ecclésiastique depuis 1623, il tenait la seconde place après le pape dans le gouvernement de l'Eglise. La légation fut pour lui une occasion de renforcer sa position auprès de son oncle. Ce dernier n'hésita pas à mettre l'ensemble du Saint-Siège au service de sa politique de médiation. La *famiglia* du cardinal légat, en premier lieu, comprenait plus de deux cents membres et non des moindres. Elle comptait en son sein Lorenzo Azzolini, évêque de Ripatransone, futur secrétaire d'État, Giovanni Battista Pamphili, auditeur de rote (ie membre de la justice de l'Eglise catholique) et ancien nonce (ie agent diplomatique du Saint-Siège) à Naples, futur pape Innocent X, le P. Giovanni de Guevara, général des Minimes, le banquier Matteo Sacchetti, le collectionneur Cassiano dal Pozzo, Girolamo Aleandro il Giovane, le poète Panfilo Persico parmi tant d'autres. La légation était en outre structurée par deux types de rapports, celui d'un cardinal avec sa maison et celui d'un *padrone* avec sa *famiglia*. Ainsi, le personnel de la légation offrait une image représentative de la Curie et de la République des Lettres.

Finances et vie matérielle de la légation

Des moyens considérables financèrent cette légation. Le pape consentit à prélever extraordinairement 12 000 doublons d'or sur les fonds secrets du château Saint-Ange et décida que l'ensemble des frais occasionnés par la légation serait à la charge de la Chambre apostolique. 3 000 écus furent ainsi envoyés chaque mois au légat. Au total, plus de 70 000 écus furent dépensés par le Saint-Siège lors des légations de Francesco Barberini en France, puis en Espagne.

L'argent était acheminé par lettres de change. Le *providitore* Francesco Covoni, agent de la Chambre apostolique, l'attribuait ensuite par mandats. Six grands types de dépenses se dessinaient nettement : par ordre décroissant, les voyages, le logement, les frais de bouche, le courrier, les œuvres de charité, les achats personnels du légat. Au retour de Barberini à Rome, la Chambre apostolique contrôla le registre des mandats afin de solder les comptes de la légation. En dépit des imperfections des documents fournis, la Chambre fit preuve d'une grande bienveillance. La légation Barberini fut pourtant un véritable gouffre financier pour le Saint-Siège.

La réception du cardinal Francesco Barberini dans le royaume de France

Le voyage du légat en France fut ponctué par de nombreuses fêtes officielles et cérémonies liturgiques. Il est vrai que sa venue était particulièrement attendue. En effet, les occasions de recevoir un légat, *alter ego* du pape, étaient rares et le faste attaché à la dignité de ce prince de l'Eglise ne pouvait qu'attirer les curieux. Ses entrées solennelles dans les bonnes villes du royaume rendent compte de la ferveur populaire. Bien loin de souligner une quelconque défiance, elles donnèrent lieu à des manifestations de liesse pouvant se transformer en un désordre général, qui contribuait à exprimer le sens de la cérémonie.

L'accueil réservé par les collèges jésuites au légat est aussi significatif. La représentation théâtrale donnée au collège jésuite d'Avignon le 21 avril 1625 en est l'illustration parfaite. Francesco Barberini est dépeint sous les traits d'Aristée qui, sollicité par sa tante Amphitrite, mère des fleuves, éteint la colère de l'Èbre et du Rhône en répandant le miel des abeilles de Jupiter... Derrière cette métaphore récurrente se dessine nettement l'image d'un médiateur, ange de paix, dont tous espèrent qu'il va apporter la concorde.

Le séjour du légat à la cour de France, notamment au château de Fontainebleau, témoigne enfin de la faveur royale. Banquets, messes solennelles et visites installèrent le représentant d'Urbain VIII au centre de la vie de cour pendant plusieurs mois. Les conditions matérielles de sa mission étaient donc des plus satisfaisantes.

L'échec d'une légation de paix

Les négociations s'annonçaient particulièrement difficiles, car la conjoncture politique était préoccupante. La rumeur de tractations de paix entre le gouvernement et les protestants révoltés du Midi courait en effet à la cour. De plus, l'alliance franco-anglaise conclue lors du mariage d'Henriette-Marie, sœur de Louis XIII, avec Charles I^{er} Stuart ne portait pas les fruits attendus. Enfin, les Espagnols firent le choix de rester à l'écart des pourparlers.

Depuis son entrée solennelle dans Paris le 21 mai 1625, Barberini ne cessa d'exposer les demandes du Saint-Siège qui se réduisaient à trois points : une exhortation pontificale à la paix, le retour de la Valteline dans l'état dans lequel elle se trouvait avant l'entrée des troupes françaises, une suspension d'armes en Italie du nord. Plus que tout, c'était la restitution des forts valtélins entre les mains du pape, qui les avait précédemment reçus en dépôt, que recherchait le légat. Se heurtant au refus des ministres français, il se décida à proposer des articles de paix excluant la restitution de la Valteline aux Grisons protestants et garantissant la

sûreté de la religion catholique. Les représentants de Louis XIII invoquèrent alors la perte de réputation du roi si les alliés grisons étaient privés de leurs droits. Le fil des négociations n'était pas loin de se rompre, d'autant que les théologiens romains réaffirmèrent que le pape ne pouvait accepter en aucun cas la restitution de la vallée aux hérétiques.

Une autre solution commençait néanmoins à se dessiner. À Rome, l'idée que les Valtelins puissent se gouverner eux-mêmes moyennant le paiement aux Grisons d'un cens recognitif semblait acceptable. La domination de ces derniers existerait toujours mais s'exercerait de façon plus lointaine. C'était une sorte de statut d'autonomie. Mais les Français insistèrent pour que les Grisons ne puissent conclure d'alliance avec aucun autre prince que le roi de France et que le passage de la Valteline soit réservé exclusivement à la France. Barberini affirma qu'il n'avait pas l'autorité suffisante pour exclure les Espagnols.

Dans ces conditions, il décida le 30 août de quitter Fontainebleau pour Paris et de préparer son départ, d'autant qu'il ne souhaitait pas être présent à l'assemblée des notables que le roi avait convoquée pour la fin du mois de septembre. Un autre facteur l'incita à hâter son départ. Le 15 septembre, l'armée royale avait complètement défait les troupes du duc de Soubise près de l'île de Ré. Débarrassé temporairement du problème protestant, Louis XIII se retrouvait en position de force pour agir en Valteline. L'importance de la négociation du légat s'en trouvait forcément diminuée. Il prit congé du roi lors de l'audience du 21 septembre.

Le 31 janvier 1626, Francesco Barberini quitta de nouveau Rome, cette fois pour se rendre à la cour du roi Catholique avec la mission de tenir l'infante sur les fonts baptismaux au nom du pape et de poursuivre les négociations de paix entre les deux Couronnes. Or, lorsqu'il parvint à Barcelone le 18 mars 1626, Barberini apprit à sa grande surprise que le comte-duc d'Olivarès et l'ambassadeur de France en Espagne, Fargis, avaient signé le 5 mars précédent à Monçon, en Aragon, un traité de paix. Celui-ci mettait un terme aux pourparlers directs engagés en octobre 1625 entre les deux puissances après l'échec de la légation du cardinal en France. Il prévoyait le retour de la Valteline sous la domination théorique des Grisons. La religion catholique était seule permise en Valteline. Les Valtelins recevaient le statut d'autonomie envisagé, puis rejeté à Paris. Les forts valtélins devaient être restitués au Saint-Siège qui les ferait détruire. Les belligérants s'engageaient enfin à retirer leurs troupes de la Valteline. Quoique exclu de la négociation et mis devant le fait accompli, Barberini se montra satisfait de l'accord qui sortait le pape d'une situation bien embarrassante. Le règlement était relativement ambigu : aucun paragraphe n'était consacré aux modalités du passage des troupes, ce qui équivalait à le consentir implicitement aux Espagnols. La France devait ainsi s'aligner sur la politique espagnole. L'Espagne remportait là une de ses plus belles victoires diplomatiques du XVII^e siècle. Le Saint-Siège quant à lui trouvait une satisfaction relative. Le 9 février 1627, les forts valtélins furent restitués au pape. Le 6 mars, les troupes pontificales et françaises avaient quitté la vallée.

Conclusion

Préoccupation centrale du Saint-Siège, la question de la Valteline révèle les aspirations et les limites de la politique du pape dans le concert des puissances catholiques. Médiateur recherché par les deux Couronnes, le souverain pontife s'est largement investi pour obtenir une paix catholique conclue sous son autorité. La légation du cardinal Francesco Barberini en France en 1625 est l'illustration de la volonté pacificatrice du Saint-Siège dans le cadre d'une neutralité active. Mais les propositions de paix que le légat formula en accord avec Rome s'appuyaient sur des motivations éminemment religieuses : la souveraineté de protestants sur des catholiques ne devait pas être reconnue. Cette rigidité explique en grande partie l'échec de Barberini. Celui-ci permit néanmoins d'entretenir l'espoir de la paix jusqu'à la conclusion du traité de Monçon qui reçut l'approbation du Saint-Siège pourtant exclu des négociations.